

Retour au programme du Parti, à la Constitution soviétique, au léninisme (Nos tâches)

Christian Rakovsky

Source : Ce texte de Rakovsky, resté inédit en français jusqu'à ce jour, a été rédigé dans le courant de l'année 1932 et a été saisi par l'OGPOU au mois de septembre ou octobre de cette même année. Il a été publié en russe dans : Lubyanka. Stalin i VCHK-GPU-OGPU-NKVD. Arkhiv Stalina. Dokumenty vysshikh organov partiynoy i gosudarstvennoy vlasti. Yanvar' 1922—dekabr' 1936. [Loubianka. Staline et la Tcheka-GPU-OGPU-NKVD. Archives de Staline. Documents des plus hautes instances du parti et de l'État. Janvier 1922—décembre 1936]. Moscou : MFD, 2003, p. 326-334. Traduction et notes MIA.

Lettre au camarade V...¹

Cher V.

Quelles sont les nouvelles de votre côté ? Dans notre région², je ne puis malheureusement rien rapporter d'autre qu'une apathie effroyable, un déclin économique, physique et spirituel.

D'abord, la famine. Ce n'est pas une métaphore banale, mais un fait tangible à chaque pas. Nous vivons près d'une cantine, et en allant travailler, je passe devant d'autres cantines. Voici des faits dont j'ai été le témoin quotidien tout l'hiver, jusqu'à notre départ pour un traitement médical.

Chez nous sont arrivés plusieurs milliers de réfugiés kazakhs (officiellement environ 3 500). Durant l'hiver, ils ont littéralement agonisé de faim, se nourrissant de déchets et d'eaux grasses jetés par les cantines. J'ai vu de mes propres yeux des femmes kazakhes attendre régulièrement avec des seaux pour récupérer ces eaux grasses, dans lesquelles elles pêchaient ensuite des morceaux de pain, de légumes et de graisse. Sous nos fenêtres, jusqu'à ces derniers jours, j'ai observé des enfants kazakhs

1. Il s'agit peut-être de l'oppositionnel Valentinov, également destinataire de la célèbre « *Lettre à Valentinov* », connue aussi sous le titre *Les dangers professionnels du pouvoir*. Valentinov (de son vrai nom : Abramson), Grigori Borissovitch (1896- ?), membre du Parti bolchevique depuis 1915. Président du comité provincial du parti à Novgorod en 1917-1918, élu à l'Assemblée constituante. Rédacteur en chef de « Troud », l'organe des syndicats, de 1920 à 1927. Membre de l'Opposition unifiée. Exclu du parti fin 1927 et déporté au début de 1928. En 1929, il capitule en signant la déclaration de Smilga, Preobrajensky et Radek, après quoi il est réintégré dans le Parti et revient d'exil. À nouveau arrêté en 1933 et condamné à deux reprises à plusieurs années de prison, il n'a pas été libéré après avoir purgé sa peine. En 1948, il est à nouveau condamné à 25 ans. Libéré en 1956, on perd alors sa trace.

2. Rakovsky était à ce moment déporté dans la ville de Barnaoul, dans la région de l'Altaï en Sibérie.

ramasser des os, les briser et en sucer la moelle. Un jour, trois groupes d'hommes, postés près de la clôture de l'église face à la cantine n°1 de l'Akor, cassaient et rongeaient un tas d'os. Ils venaient visiblement à heures fixes, tous armés de pieds-de-biche. Devant notre maison, des enfants brisaient des os sur les grattoirs à chaussures du perron...

Je connais des cas où des Kazakhs ont abandonné leurs enfants. Un jour, après les cours, on a trouvé à l'administration scolaire deux garçons de 3 et 5 ans, laissés là par leurs parents qui espéraient qu'ils seraient pris en charge par des orphelinats. J'ai connaissance d'autres cas similaires. Des parents, se croyant condamnés à mourir de faim, tentent ainsi de sauver au moins leurs enfants. Les morts de faim n'étaient pas rares ici, surtout à Roubtsovsk, et plus encore à Semipalatinsk et dans tout le Kazakhstan.

Des foules de Kazakhs affamés erraient dans les gares de la ligne de l'Altaï et du Transsibérien, particulièrement entre Novossibirsk et l'Oural. Ces malheureux, squelettiques, sans avoir changé de linge depuis des mois, entassés dans les gares ou les faubourgs ouvriers (8 à 10 par pièce), ont propagé des épidémies, notamment le typhus, qui a fait des ravages parmi eux et également parmi la population locale.

L'expansion de la mendicité a pris des proportions immenses. En traversant la capitale régionale, j'ai vu des enfants kazakhs avec des besaces à l'épaule, arrêtant les passants. J'ai assisté à cette scène : près de la cantine des ITR³, une foule entourait un tout-petit de 3-4 ans, émacié et endormi. Devant lui, une tasse contenant quelques pièces de cuivre et une musette à pain en bandoulière. La foule se demandait à voix haute : « Est-il simplement endormi ou en train de mourir de faim ? ». Ravivant mon ancienne profession⁴, j'ai pris le pouls de l'enfant : il était fiévreux, probablement malade.

La situation des ouvriers en usine est critique. Ils reçoivent des rations de pain de 500 à 700 grammes. Le sucre n'est plus distribué depuis longtemps. Ici, la viande s'achète au marché à 6, 7 ou 8 roubles le kilo. Le lait coûte 4 roubles 50 kopeck pour un quart⁵. La farine se vend entre 80 et 100 roubles. On achète des bottes d'oignons sauvages, surnommés « viande soviétique ».

À la cantine du nouveau chantier du combinat cotonnier, le pain est distribué selon les normes citées. Au lieu de thé, on reçoit de l'eau bouillante nue, avalée avec du sel. Le midi, une soupe claire, parfois agrémentée de quelques petits poissons. Le soir, même eau bouillante – sauf pour les ouvriers recrutés via contrats dans les kolkhozes, à qui on donne aussi du sucre le soir.

Tout le monde vit à demi-affamé, mais certains crèvent littéralement de faim, notamment des catégories d'employés. Ils cuisent des galettes d'ersatz de café⁶ (en quelques jours, tout le « café » a disparu des magasins coopératifs). Dans les artels agricoles près de la ville, les kolkhoziens recevaient – en pleine campagne des semailles – 600 grammes de pain de seigle noir (celui que nous mangeons tous) et une soupe par jour.

En voyage de Novossibirsk vers la station thermale, j'ai observé que l'on vendait dans les gares une herbe sauvage appelée *tcheremcha* (dégageant une forte odeur d'ail et poussant dans les zones sauvages de la taïga). Un passager a ironiquement qualifié cette plante de « remède miracle contre le scorbut des ouvriers du Kouzbass ». J'avais déjà entendu dire chez moi que l'approvisionnement dans le Kouzbass s'était considérablement dégradé par rapport à l'année précédente. Ce phénomène est, de fait, généralisé. Dès notre arrivée à la station thermale, nous avons été confrontés aux « dysfonctionnements » des cantines. L'an passé les patients évoquaient l'année 1930 comme un « âge d'or », où les tables regorgeaient de pain blanc, de beurre, de jambon, de sucre et de fromage, disponibles à volonté. L'an dernier, ces luxes avaient déjà disparu ; cette année, c'est l'an passé qui est désormais idéalisé. Pour résumer : plus de sucre ; du pain noir de seigle. Le personnel de service

3. ITR (*Inzhenerno-tekhnicheskiye rabotniki*), abréviation désignant les ingénieurs et les techniciens.

4. Rakovsky était médecin avant de devenir révolutionnaire professionnel.

5. Le « quart » (*chetvert*) : mesure russe équivalant à 1,1 litre.

6. Mélanges à base de glands ou de céréales torrifiées.

subalterne se nourrit essentiellement de bouillie. Les repas des malades, légèrement meilleurs, déclenchent malgré tout des protestations régulières.

Selon les informations, la situation alimentaire dans le reste de l'Union n'est guère plus reluisante. Un camarade de Koursk écrit que les employés n'y reçoivent que 100 grammes de ration. Des Ukrainiens rapportent que chez eux, c'est pire encore : à Odessa, le pain se vend 14 roubles le kilo sur les marchés (contre 6 roubles le pain noir à Novossibirsk, et 14 roubles le blanc). Certains Ukrainiens se rendent même... à Léninegrad pour acheter du pain cuit.

L'échec retentissant de la campagne des semailles en Ukraine en dit long sur la détresse dans ce pays. Il est ironique que cela survienne après une année présentée par la presse comme des plus « fructueuses ». La situation y est si catastrophique que Stanislav Kossior, pourtant prolifique en fanfaronnades, ne clame plus avoir « résolu la question céréalière ».

Un détail révélateur sur la situation : toutes les régions ayant eu de bonnes récoltes l'an dernier (comme l'est de la Sibérie occidentale, autour d'Atchinsk) voient aujourd'hui leurs semailles échouer. La raison ? Les prélèvements de grains de 1932 ont siphonné les réserves alimentaires, semencières et fourragères.

Dans l'une de mes lettres (« *Les Chiffres de contrôle de 1932* »), j'écrivais ceci : « *Le déclin inévitable du cheptel mort et vivant des kolkhozes, les prélèvements de grains siphonnant les réserves alimentaires, fourragères et semencières, ainsi que la politique agraire prédatrice du Commissariat du peuple [à l'Agriculture] préjugent déjà, pour une large part, de l'échec des futures récoltes. Les conditions climatiques ne feront qu'aggraver l'ampleur de la disette.* »

Le déroulement de la campagne des semailles a entièrement confirmé ces prévisions. La superficie ensemencée totale est inférieure à celle de l'an dernier. Mais l'essentiel n'est pas là (même si, avec une croissance annuelle de 2 à 3 millions d'âmes, une stagnation des surfaces cultivées signifie déjà un déficit). L'essentiel est que à peine 50 % des semis ont été réalisés à temps. La qualité du labour – hormis peut-être dans les sovkhozes – est pire qu'en 1931.

Sur l'exécution du plan industriel de 1932, inutile de s'étendre : « Le brigadisme⁷ se développe, mais la productivité du travail s'effondre. » Cette phrase résume l'état de l'industrie. Le tapage médiatique sur les « réalisations » ne trompe plus personne. Pire : les signaux d'alarme sur les brèches innombrables confirment une désagrégation progressive. Là où les statistiques affichent une croissance (ex. : industrie légère), personne ne croit aux chiffres. La phrase de Disraeli⁸ selon laquelle il y a deux façons de dissimuler la vérité : le mensonge pur et simple et... la statistique, s'applique parfaitement à notre réalité.

Les statistiques défavorables – comme les taux de rotation des salariés atteignant 600 % dans certaines usines – ne sont jamais publiées. Le secret de la croissance de la production réside dans la détérioration systématique des produits. Ce phénomène a pris chez nous l'ampleur qu'avait jadis la dépréciation monétaire sous les gouvernements en faillite – sauf qu'avec le papier-monnaie, qui permet d'imprimer à l'infini des *Tchervonets*⁹, on appelle cela l'inflation. La moquerie des masses envers nos statistiques est révélatrice. On dit : « Chez nous, les chiffres ont une très haute teneur calorique ! »

7. Système soviétique de travail en brigades.

8. Disraeli Benjamin, comte de Beaconsfield (1804-1881), homme d'État et homme politique britannique, l'un des fondateurs du parti conservateur. En 1837-1876, membre de la Chambre des communes, à partir de 1876, membre de la Chambre des lords. Leader des conservateurs en 1848-1881. En 1852, 1858-59 et 1866-1868 : ministre des finances ; en 1868 et 1874-1880, Premier ministre.

9. Monnaie-or stable introduite en 1922 durant la Nouvelle Politique Économique (NEP). Il visait à remplacer le rouble dévalué par l'hyperinflation de la guerre civile et à restaurer la confiance dans le système financier.

Mais l'essentiel à retenir est ceci : la tentative de remonter le moral des ouvriers par des promesses fantaisistes contenues dans le second plan quinquennal n'a aucune chance de succès. En tant qu'auteur du second plan quinquennal de Barnaoul sur lequel j'ai travaillé d'arrache-pied près de dix mois (il prévoyait des investissements de 170 millions de roubles), j'ai assisté à une séance de la section industrielle du soviet municipal. Une députée (une ouvrière, promue à un poste de responsabilité) a mis le président dans l'embarras en demandant : « *Qu'en sera-t-il du ravitaillement des ouvriers ?* ». Elle expliqua que dans son usine, les travailleurs craignaient de « *subir encore plus de privations durant le second plan quinquennal* ».

En réalité, la classe ouvrière envisage le second plan quinquennal avec horreur. Pour elle, cela signifie de nouveaux sacrifices insoutenables. Les assurances sur « l'amélioration des conditions de vie » ne sont pas crues. On les compare à des sermons de papes sur le royaume céleste. Si la direction stalinienne pouvait vraiment améliorer le sort matériel des ouvriers, elle l'aurait fait depuis longtemps, sans attendre un second plan.

Dans un pays où la vie politique est étouffée, où les masses laborieuses sont privées de droits, dans ce pays paysan aux populations dispersées sur un territoire démesuré, la décomposition peut durer longtemps – des décennies, voire des siècles. Des centaines de milliers, des millions de travailleurs mourront de faim et d'épidémies, sombreront dans l'ignorance et la barbarie. Pendant ce temps, dans les capitales, une civilisation raffinée fleurira. En protégeant les ouvriers moscovites des provinciaux via un meilleur ravitaillement, en engraisant la bureaucratie et une poignée d'ouvriers qualifiés avec des salaires élevés et des magasins spéciaux, notre direction peut organiser à Moscou des spectacles militaires et sportifs, faire sauter avec fracas les monuments de l'obscurantisme¹⁰, choyer des étrangers « distingués » qui certifieront ensuite « l'allégresse radieuse » des ouvriers et paysans russes.

Et dans le même temps, en Ukraine, des cadavres à moitié dévorés par les chiens seront ramassés dans les rues. Dans l'Oural, les militants rouges enterreront en secret les morts de la famine. En Sibérie occidentale et en Asie centrale, des villages entiers disparaîtront, silencieusement rayés de la carte.

Construire et habiller une infime partie du pays, ériger çà et là des usines, des routes, des ponts, des canaux, tout en plongeant les masses laborieuses dans une misère croissante ; rebâtir une douzaine de villes en pillant les fonds communaux des autres, noyées dans les maladies, les déchets et la crasse – cet art est aussi ancien que la société de classe. Les despotismes orientaux, les Césars romains et byzantins, le Roi-Soleil français, Napoléon III (qui reconstruisit Paris) et le tsarisme russe en maîtrisaient déjà les codes.

En maniant cet art rudimentaire, le régime stalinien pourrait théoriquement se maintenir des décennies. Mais en pratique, c'est impossible.

La dynamique de l'époque – marquée par une lutte des classes exacerbée, des révolutions et des guerres – est telle qu'elle balaie comme fétus de paille les empires les plus solides. À plus forte raison notre État né d'hier, miné par la décomposition du capitalisme mondial en crise, et déchiré par ses contradictions intrinsèques : production collective contre production privée (ville contre campagne) ; prémisses socialistes de l'État contre méthodes féodo-capitalistes et coloniales du gouvernement actuel.

Le premier plan quinquennal en est la parfaite illustration. Pas un mois sans que notre Kom-ober-bureaucratie [*bureaucratie communiste supérieure*] n'annonce aux ouvriers et paysans quelque nouvelle « découverte » pour sauver le pays. L'époque elle-même a été baptisée de « Grand Tournant ».

Semaine de travail en continu, stakhanovisme, brigadisme de choc, collectivisation totale, lutte contre l'égalitarisme, nouveau calendrier, réforme monétaire, monopoles d'État, planification

10. Rakovsky fait référence à la destruction d'une série d'églises historiques de Moscou, telle que la Cathédrale du Christ-Sauveur, dynamitée en 1931 (et reconstruite après la chute de l'URSS).

administrative, socialisation du bétail... Tout cela a cédé la place au « slogan communiste » : « *À chaque kolkhozien sa vache, son petit bétail, sa volaille !* ». Depuis plus d'un an, l'oracle de Delphes qui formula les Six Conditions Historiques se tait dans un silence de tombe. Ses thuriféraires prétendent qu'il « médite une nouvelle révélation ». Les slogans magiques et les amulettes sont épuisés.

Quant aux « grandes réformes » du « Grand Tournant », leur échec retentissant est la preuve ultime : toutes ont lamentablement fracassé l'une après l'autre. La direction elle-même doit soit les abolir, soit – comme le font toujours les régimes incapables et lâches – rejeter la faute sur les exécutants.

Nous aurions souhaité que le destin de la République socialiste soit tranché par le parti – l'avant-garde de la classe révolutionnaire –, par sa fraction la plus lucide et consciente, agissant en connaissance de cause et assumant la responsabilité de chaque pas inconsidéré. Mais historiquement, cette voie semble de plus en plus fermée. Le Parti communiste, supposé avant-garde du prolétariat, et les masses laborieuses ne sont plus que des témoins muets et abrutis du duel entre le peuple et ses dirigeants.

On sait avec quelle fureur la paysannerie accueillit la collectivisation totale. Le parti a laissé la direction mystifier ouvertement le pays, transformant cette révolte en un « enthousiasme débordant ».

Au printemps 1932, lorsque la République fut confrontée à une sorte de grève générale paysanne – une « autodestruction tactique des paysans » –, le parti permit de rejeter la faute sur les exécutants « ivres de succès ». Voilà déjà trois ans que les fruits de cette folie « totale » sont visibles, et le parti tolère la perpétuation du même mensonge. Ainsi s'est-il lui-même destitué de son rôle de guide des masses, abandonnant les choses au chaos.

Dans une lettre, j'ai qualifié l'état d'esprit de la paysannerie kolkhozienne de l'an dernier de « désobéissance passive ». Cette passivité n'était sans doute pas universelle. Certaines régions ont probablement résisté activement aux mesures administratives (et quel pays est aussi mal informé de lui-même que le nôtre ?). Mais après la famine passée – et persistante –, il est plus que probable que les futures réquisitions de grains feront basculer la résistance passive en révolte active.

Le phénomène le plus symptomatique, cependant, est l'évolution de l'humeur des masses ouvrières. Au début, les travailleurs succombèrent aux sermons envoûtants sur le plan quinquennal. Nous comprîmes cela, soutenant l'élan en faveur du plan, mais nous mettions en garde contre le plan quinquennal des centristes. La preuve en est notre déclaration d'octobre 1928 dans laquelle, bien que soucieux d'une conciliation maximale, nous évitions les formulations tranchantes, mais affirmions clairement que la collectivisation et l'industrialisation bureaucratique apporterait non la libération, mais l'asservissement des masses laborieuses.

En peu de temps, Staline a dilapidé tout le capital politique acquis en proclamant le plan quinquennal. L'état d'esprit des ouvriers a radicalement changé. Et 1932 nous apporta des événements que l'on peut qualifier de tournant dans l'état d'esprit de la classe ouvrière.

Je pense à l'événement d'Ivanovo-Voznessensk, né de la famine.¹¹

Ceux qui ont lu attentivement l'article de Yaroslavsky dans la « *Pravda* » (« *Bilan général des trois conférences extraordinaires du parti dans la région d'Ivanovo-Voznessensk* ») n'ont pu qu'être frappés par l'« extraordinaire » destitution de tous les « comitards » et leur accusation d'insensibilité de classe face aux besoins des ouvriers, au ravitaillement, etc.... Cette « extraordinaire » purge correspondait à l'envoi tout aussi extraordinaire depuis Moscou de Kaganovitch à la tête d'un train spécial chargé de

11. En avril 1932, la ville d'Ivanovo-Voznessensk a été secourue par un important mouvement de grève des ouvriers du textile contre les conditions de vie et de travail de plus en plus difficiles. Ce mouvement avait débuté dans la cité ouvrière de Vitchouga et s'est rapidement propagé ailleurs. Les grévistes ont notamment organisé une « marche de la faim » vers Ivanovo-Voznessensk à laquelle participèrent six mille personnes.

pain, farine, sucre, tissus et autres. La « *Pravda* » reste muette sur les causes de cette « extraordinaire » – et le restera, sauf si des circonstances forceront enfin les langues à se délier.

Cela se comprend. Décrire les événements d'Ivanovo-Voznessensk aurait arraché le masque du mensonge officiel qui emplit quotidiennement les colonnes de l'organe central du parti. Le Parti avec ses trois millions de membres et candidats, les syndicats avec leurs 18 millions d'adhérents, les soviets « représentant » des centaines de millions de prolétaires et paysans – tout cela s'est révélé un vain mot, une illusion totale. Excédés par la faim, les tisserands d'Ivanovo-Voznessensk ne se sont tournés ni vers le parti, ni vers les syndicats, ni vers les soviets, ni vers la presse officielle, ni vers les « dirigeants », mais vers les méthodes d'action sanctifiées il y a cent ans exactement par leurs camarades lyonnais.¹²

En cachant ces événements, le le Bureau politique a fait preuve, à sa manière, d'une certaine « autocritique ». L'exemple est contagieux : les ouvriers d'Odessa à Vladivostok auraient imité Ivanovo-Voznessensk. Mais peut-on cacher de tels faits ? Et d'ailleurs, des causes identiques ne produisent-elles pas des effets identiques ?

Sur fond d'effondrement économique et politique engloutissant le pays, les innombrables décrets récemment publiés à la chaîne aussi vite que l'on prépare des blinis sont condamnés, malgré la volonté des dirigeants, à rester des gestes libéraux. Ils ne font que certifier l'impuissance du régime, son incapacité, et sa résolution à conduire la République « tous phares éteints », à l'aide de tromperies et de palliatifs.

Ces décrets ne font que convaincre le prolétariat et la paysannerie des acrobaties et de la casuistique auxquelles le pouvoir doit recourir pour dissimuler la vérité. Expliquer la baisse des prélèvements de grains et de bétail par les « succès » de la collectivisation – présentés comme un acte de « générosité volontaire » des dirigeants – rappelle la fable du renard et des raisins verts. Quant au marché kolkhozien, son sens est tout aussi clair : en « organisant » (c'est-à-dire en contraignant) les paysans à vendre leurs surplus sur les marchés, le régime poursuit un objectif évident : transférer une partie de la population, dont les ouvriers, à l'auto-alimentation. En encourageant les prix spéculatifs, sans aucune régulation (notre Comité central communiste rivalise ici avec le libre-échange de Cobden¹³), les dirigeants agissent en réalité avec calcul. L'argent extorqué aux paysans finira de toute façon dans les caisses de l'État, via la vente de vodka (déjà à 14 roubles le litre, dit-on) ou les mécanismes fiscaux. Le « marché kolkhozien » est une nouvelle attaque contre les salaires de la classe ouvrière.

Le plus cynique, cependant, est le décret sur la soi-disant « légalité révolutionnaire ». La grande découverte est qu'elle existerait depuis... 10 ans, y compris ces dernières années où des centaines de milliers de paysans (moyens et pauvres inclus) furent jetés en prison, dans des camps de concentration, dans les terres gelées du Nord – et où des dizaines de milliers d'ouvriers et de communistes subissent, dans les isolateurs, les Solovki ou les lieux d'exil, les douceurs de l'arbitraire bureaucratique.

Pourtant, tous ces décrets – suivis probablement d'autres – ont une portée symptomatique profonde. Ils révèlent un pouvoir acculé, contraint de mêler répression et concessions factices pour masquer sa faillite. Chaque nouveau texte, loin de résoudre les crises, atteste l'agonie d'un système réduit à gouverner par le mensonge, la peur et la famine.

Avant tout, ces décrets révèlent la nature de la prétendue « direction » (le mot est un leurre). Elle s'agit dans tous les sens, ballottée par les éléments, et recourt à des ruses militaires pour esquiver les problèmes que le développement économique et sa « ligne générale » aventureuse et insensée posent désormais crûment.

12. Rakovsky fait référence ici à la révolte des ouvriers-tisserands de Lyon (les « Canuts ») en 1831.

13. Richard Cobden (1804-1865), industriel et homme d'État britannique libéral, champion du libre-échange au XIX^e siècle.

Depuis trois ans – sans remonter plus loin –, Staline pratique un « libéralisme saisonnier » pour assurer les semailles. Mais à l'automne, les écrous sont resserrés à en briser les os. Aucun roublard, pourtant, n'évite éternellement les pièges qu'il tend aux autres.

Dans le jeu que la direction stalinienne joue avec la paysannerie et les ouvriers, les premiers ont un avantage colossal : le nombre et le poids de l'histoire. Le pouvoir, quantitativement et temporellement limité, finira tôt ou tard par s'user dans ce combat inégal. Devenir le jouet des forces aveugles, c'est là le pire fléau qui puisse arriver à tout gouvernement.

Nous l'avons maintes fois affirmé et le répétons encore : l'empirisme et le suivisme imprègnent toute la politique stalinienne. Elle embrouille fatalement les questions, serre les nœuds coulants et prépare la catastrophe.

Rongé par une vanité hypertrophiée – marque des esprits sans originalité ni indépendance –, son souci premier est de préserver l'image d'un politique infallible. D'où la casuistique et l'hypocrisie du régime actuel, atteignant des sommets de jésuitisme.

En un point, on ne peut dénier un certain talent à Staline et à ses camarades : l'art de réprimer. Ils ont porté cette compétence à un niveau virtuose. Et cela n'a rien d'étonnant car, dans l'application de leur génie despotique, ils ne rencontrent aucune résistance. Mais réprimer et gouverner ne sont pas synonymes. Ces deux arts entretiennent même une relation inversement proportionnelle. Réprimer, tout régime despotique en est capable, depuis que les classes sociales existent. L'art de gouverner, en revanche, Staline ne le possède pas, comme le démontrent les dernières années de son règne autocratique. C'est pourquoi, pour maintenir son autorité, lui et ses partisans doivent recourir à des moyens orientaux d'hyperbolisation de ses « mérites » passés et présents, ainsi qu'à une propagande foraine organisée autour de son nom. La même logique s'applique aux autres chefs de la « formation stalinienne », dont l'autorité doit être soutenue artificiellement, comme des poumons malades par des inhalations.

Tous ces dirigeants, Staline inclus, aussi prompts qu'ils soient à manifester ce que Lénine appelait une « arrogance ignare », savent parfaitement qu'ils ne peuvent se maintenir au pouvoir que par des moyens artificiels. Ainsi, l'attention toute entière de la super-bureaucratie se concentre sur le renforcement, l'accroissement de l'appareil étatique, ainsi que sur sa hiérarchisation et sa différenciation. La nouveauté en la matière réside dans le « regroupement » des membres du parti, la création de cellules et de groupes au sein des ateliers, des brigades, etc., et, par conséquent, l'augmentation de l'armée de fonctionnaires du parti par dizaines et centaines de milliers – aux dépens de l'économie ou directement du budget.

En tenant l'appareil en main, Staline s'imagine pouvoir contraindre l'État entier et toutes les classes à continuer de graviter autour de la bureaucratie, comme la Terre autour de son axe. Il compte, en contrôlant l'appareil et en s'adaptant aux circonstances changeantes – en incarnant tour à tour Robespierre, Barras et Bonaparte –, conserver le pouvoir. La bureaucratie communiste, quant à elle, le soutiendra tant qu'il lui garantira l'irrévocabilité de ses positions. Tel est le « contrat social » qui soutient notre État à son stade bureaucratique.

Mais la croissance de la bureaucratie ne fera qu'approfondir le gouffre entre l'État soviétique et les masses laborieuses. La bureaucratie, en supplantant les producteurs que sont les ouvriers et les paysans, devient l'alpha et l'oméga de toute notre vie économique, politique et spirituelle.

J'ai déjà maintes fois souligné dans mes lettres qu'il serait une grave erreur théorique d'établir une analogie entre notre bureaucratie et celle des États capitalistes ou absolutistes. Chez nous, elle n'est pas seulement un organe administratif, un simple commis qui, dans certaines conditions historiques de déclin de la lutte des classes (et de neutralisation des classes), acquiert un rôle autonome (c'est le

cas sous les régimes absolutistes). Elle est bien plus : elle est un sujet économique, elle détermine les rapports entre les classes, elle se substitue aux classes elles-mêmes. D'elle dépendent la fixation des profits et des salaires, l'établissement des prix fixes, les réquisitions de grains, et elle contrôle toute la vie spirituelle du pays.

Notre bureaucratie est un produit historique spécifique, issu de l'étatisation de l'économie (nationalisation des moyens de production, etc.) combinée à l'éviction effective des masses laborieuses du pouvoir politique – réduites à une simple figuration – et à une centralisation administrative et hiérarchique monstrueuse. La bureaucratie communiste est donc indissociable de l'économie d'État soviétique, qui a absorbé toutes les initiatives individuelles. Il en résulte une entité comparable à l'État hégélien, conçu comme l'incarnation autonome d'« idées morales abstraites » et traitant les citoyens comme ses instruments. Au lieu de servir les êtres vivants, la collectivité et les forces productives des classes, ce sont ces dernières qui servent cette honorable dame. Elle est omniprésente et omnisciente. Le Parti, les syndicats, les coopératives, les kolkhozes, l'industrie, l'artisanat d'État, l'Avtdor [*Société pour la promotion de l'automobile et de l'amélioration des routes*], l'Ossoaviakhim [*Association d'assistance à la défense, à la construction aéronautique et chimique*], le Komintern, le MOPR [*Secours Rouge international*], etc. – toutes ces structures ne sont que des avatars, des pseudonymes du même appareil bureaucratique. Les masses, par millions, ne sont que des pions, des exécutants, des figurants, un chœur... et une *cloaca maxima*.¹⁴

Le système bureaucratique a tué l'initiative des travailleurs, dépersonnalisé les communistes, étouffé la création libre, propagé une scolastique médiévale, la flagornerie et une culture morte dans les écoles, les sciences, la littérature et les arts. Le régime stalinien, né de la bureaucratiation et incarnation par excellence de la « machinerie » étatique, porte en lui une malédiction : celle d'accroître sans fin cette bureaucratie, tout en abaissant toujours plus le niveau économique, politique et spirituel du pays.

Lorsque cette bureaucratie – civile, économique, militaire – sentira le sol trembler sous ses pieds, elle cédera à la panique. De ce marais bureaucratique émergeront des thermidoriens et des bonapartistes de pure souche, des Talleyrand et des Fouché qui trahiront leur propre « guide ».

Les événements d'Ivanovo-Voznessensk témoignent d'une radicalisation des masses ouvrières, ce qui provoquera inévitablement, à son tour, une mobilisation de la paysannerie, où le mécontentement est encore plus vif. Et comme la situation générale du pays se dégrade progressivement, on peut estimer qu'une crise du pouvoir soviétique lui-même surviendra.

Dans la mesure où le parti a perdu la confiance des masses, puisqu'il ne dirige pas mais se contente d'ordonner, puisque toute critique communiste a été étouffée, puisque les syndicats et les soviets sont réduits à des fictions, fermant toutes les voies légales et légitimes de sortie de crise ; la politique de Staline ne fait ainsi qu'accroître les chances des organisations contre-révolutionnaires clandestines.

Les diverses fractions communistes se sont elles-mêmes retirées du combat. Il en va de même pour une grande partie de l'état-major de notre propre fraction, que tous les « chefs » ont trahie – vendue pour un plat de lentilles, pour le confort familial, pour un bien-être petit-bourgeois.

Les masses, restées subjectivement fidèles au pouvoir soviétique et aux institutions socialistes nées de la révolution d'Octobre, et qui ne combattent que les déformations bureaucratiques, risquent malgré elles de tomber sous la coupe d'une contre-révolution blanche ou réformiste. Elles suivront ceux qui leur offriront des slogans – même moqués –, des exemples et une direction pour le combat et l'action héroïque. Il est symptomatique de relever le témoignage d'un camarade : le nombre de mencheviks en exil augmente, particulièrement parmi la jeunesse.

14. Grand égout de la Rome antique.

Cette situation révèle toute la gravité et la tension du moment présent, et impose non seulement à tous les bolcheviks clandestins d'unir leurs forces, mais aussi à tous les communistes révolutionnaires de coordonner leurs actions.

Contre les mencheviks et les contre-révolutionnaires de tout acabit, organiser et canaliser le mécontentement des masses laborieuses en le dirigeant dans une direction soviétique et communiste, seule l'avant-garde prolétarienne révolutionnaire – incarnée par l'opposition des bolcheviks-léninistes – peut le faire. Qu'ils le veuillent ou non, les événements forcent les b/l [*bolcheviks-léninistes*] à endosser ce rôle, afin de sauver la révolution d'Octobre de la ruine inévitable que lui prépare la direction stalinienne.

Dans l'affrontement à venir entre les défenseurs d'Octobre et ses adversaires, l'emportera le courant qui identifiera avec clarté et précision les causes de la crise et les voies pour en sortir.

APRF [Archives présidentielles de la Fédération de Russie]. Ф. 3. Он. 24. Д. 139. Л. 35—52 [Fonds n° 3. Inventaire n°24. Dossier n° 193. Feuilles 35-52. Original. Dactylographié.

[Annotations manuscrites de Staline] :

Sur la première page : « *Aux archives* » ; « *Ha-ha-ha. Le crétin.* »

Sur la deuxième page : « *Vieille ganache. J. Staline.* »

Annexe :

Message de Vladimir Balitsky à Staline sur les documents saisis chez Rakovsky

11 octobre 1932.

Urgent. Hautement confidentiel.

Je vous envoie les documents suivants, saisis lors de la perquisition chez Rakovsky : « *Retour au programme du Parti, à la Constitution soviétique et au léninisme* ». « *Une nouvelle étape de la différenciation sociale et de la lutte des classes en URSS* ». « *Deux mots sur les discussions intra-factionnelles* ».

ANNEXE : documents mentionnés.

Balitsky,
Adjoint du Président de l'OGuépéou.